Recours au Règlement

qu'ils n'imposaient pas de frais supplémentaires au Trésor public.

Au lieu d'être une mesure financière, le projet de loi C-21 réduit les frais occasionnés au Trésor public. Il est donc acceptable.

Monsieur le Président, je veux maintenant toucher,—je pourrais le faire longuement, mais je vais laisser à mes collègues de cette Chambre le faire plus amplement—chacun des amendements proposés et de la façon dont ils ont été traités par le gouvernement.

[Traduction]

Je voudrais reprendre certains des arguments que le ministre nous a servis aujourd'hui et à d'autres occasions au sujet du projet de loi C-21. Le ministre a déclaré que les amendements proposés par le Sénat à l'égard du projet C-21 enfreignaient le paragraphe 80(1) du Règlement.

Une voix: La Chambre ne lui a pas donné raison.

M. Gauthier: Je n'ai pas dit le contraire. Ce que j'ai dit, c'est que le Sénat n'est pas lié par cette disposition. Vous devriez écouter, monsieur le ministre. Je vais répéter pour le ministre car je crois qu'il n'a pas saisi. Voici ce que dit le paragraphe 80(1):

Il appartient à la Chambre des communes seule d'attribuer des subsides et crédits parlementaires au Souverain. Les projets de loi portant ouverture de ces subsides et crédits doivent prendre naissance à la Chambre des communes, qui a indiscutablement le droit d'y déterminer et désigner les objets, destinations, motifs, conditions, limitations et emplois de ces allocations législatives, sans que le Sénat puisse y apporter des modifications.

Le paragraphe 80(1) est une déclaration unilatérale de la Chambre des communes qui n'a absolument aucun effet sur le Sénat, comme je l'ai fait observer plus tôt. Le Sénat n'a jamais approuvé le paragraphe 80(1) du Règlement. Il n'a pas à l'accepter ni à s'en préoccuper. Il n'est pas obligé d'accepter l'idée que ce paragraphe limite l'autorité ou les pouvoirs du Sénat de quelque façon que ce soit.

De plus, cette disposition n'intervient absolument pas dans l'affaire qui nous occupe, puisque le projet de loi C-21 n'a rien à voir avec les crédits, comme je viens de l'expliquer. Le terme «crédits» renvoie à la démarche par laquelle le gouvernement présente puis fait approuver le budget des dépenses par la Chambre des communes—et Dieu sait qu'il jouit d'une majorité telle qu'il peut toujours parvenir à ses fins. Cela ne devrait pas le mécontenter, mais il semble au contraire toujours nous en vouloir pour cela. Je tiens à dire aux conservateurs que, pour nous, les crédits sont vraiment des crédits et que le terme

renvoie à la démarche par laquelle le gouvernement présente puis fait approuver par la Chambre des communes son budget qui fait dès lors partie du projet de loi de crédits.

Je n'ai pas à rappeler à la Chambre que, vendredi dernier, le gouvernement s'est lui-même coupé l'herbe sous le pied sur la question des crédits. Il a demandé le quorum en cette journée de l'opposition et le processus d'étude des crédits est devenu caduc.

Je voudrais bien avoir en main l'article de M^{me} Marjorie Nichols. Il vaudrait la peine de le citer officiellement ici à l'appui de ce point de vue. C'était plutôt bête d'agir ainsi.

M. Andre: Pas aussi bête que toi, Gauthier.

M. Milliken: C'était aussi un abus de pouvoir.

M. le Président: Je demanderais aux députés de ne pas oublier l'observation que la présidence a faite tout à l'heure. Ces questions sont complexes. D'autres points seront contestés. Ce n'est pas tel ou tel article qui va m'aider à répondre à la question posée.

M. Gauthier: Monsieur le Président, j'étais fatigué d'être debout. Il fallait que je m'assois; de toute façon, il a toujours été une poire.

À la page 14-2 de la Partie II du Budget des dépenses figure un sommaire du portefeuille de l'Emploi et de l'Immigration, où sont énumérées les dépenses que doit approuver le Parlement. Au sous-titre «Programme d'emploi et d'assurance», on apprend que des dépenses de fonctionnement ont été approuvées en vertu du crédit no 5 et que des subventions et contributions ont été approuvées en vertu du crédit no 10. Mais quatre contributions n'ont été approuvées en vertu d'aucun crédit, y compris la contribution de 2,660 milliards de dollars de l'État au compte d'assurance-chômage et la contribution de 286 millions de dollars de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs. Ce sont des dépenses législatives et elles ont été incluses dans le budget des dépenses à des fins d'information seulement.

• (1550)

Je devrais rappeler à la Chambre que l'objet du budget des dépenses est de faire connaître au Parlement les propositions budgétaires et extra-budgétaires du gouvernement pour l'exercice qui vient. On retrouvera dans ce document les dépenses budgétaires que le Parlement est invité à approuver au moyen de «lois de crédits» ainsi que d'autres dépenses dites «législatives». En ce qui concerne ces dernières, l'engagement de crédits est déjà prévu aux termes d'une loi: elles ne figurent donc au budget des